



**UMR** ***Innovation***  
Montpellier  
SupAgro - Inra - Cirad

**Rapport de mission du 16 au 24 juillet 2012**

**Appui au DP ASAP**

**et aux recherches sur l'accompagnement des exploitations  
pour une intensification écologique**

**Guy Faure**

## **Objectifs de la mission :**

- Appui au DP ASAP et notamment participation à l'animation de l'atelier sur l'accompagnement des acteurs ruraux
- Appui au programme de recherche d'A. Toillier sur l'accompagnement des processus d'innovations écologiques (projet scientifique, stages étude d'impact du CEF, thèse sur les PME, projet Farmaf, master agrinovia, etc.)
- Faire le point sur l'atelier de Bohicon 2012 avec les participants du Burkina

### **1) Synthèse de l'atelier ASAP au CIRDES : Quel accompagnement des acteurs ruraux pour une intensification écologique ?**

Cet atelier a réuni des chercheurs du DP ASAP, principalement en sciences sociales, mais aussi en zootechnie et agronomie, ainsi que quelques opérateurs du développement dans le domaine de l'appui-conseil aux paysans. L'atelier a permis de poursuivre la réflexion sur l'intensification écologique menée dans le cadre d'ASAP, en mettant l'accent sur les processus d'innovation agroécologiques de la parcelle au territoire et sur l'accompagnement des acteurs pour favoriser ces processus. L'enjeu était à la fois de partager des expériences de recherche sur ces thématiques, et d'identifier des questions de recherche commune.

L'annexe 2 présente le programme de l'atelier.

Draft de synthèse : Guy Faure, Aurélie Toillier,

Cet atelier a réuni des chercheurs du DP ASAP, principalement en sciences sociales, mais aussi en zootechnie et agronomie, ainsi que quelques opérateurs du développement dans le domaine de l'appui-conseil aux paysans. L'atelier a permis de poursuivre la réflexion sur l'intensification écologique menée dans le cadre d'ASAP, en mettant l'accent sur les processus d'innovations agro-écologiques et l'accompagnement des acteurs pour favoriser ces processus d'innovations agro-écologiques.

De manière partagée par les participants, l'innovation agro-écologique dépasse la simple diffusion d'innovations techniques et concerne des processus complexes incluant une dimension technique, une dimension sociale sur les changements de valeurs liés à l'innovation, et en particulier à la prise en compte de la dimension environnementale, et une dimension organisationnelle portant sur la structuration de l'action collective autour de l'innovation. Cependant l'innovation agro-écologique, s'appuyant sur la mobilisation de processus écologiques, semble encore très marquée par la promotion top-down de modèles de systèmes de production promus par la recherche depuis plusieurs décennies (fosse fumière, compost, légumineuses, etc.).

Une partie des travaux présentés lors de l'atelier mettent l'accent sur l'innovation au niveau des exploitations agricoles, définie soit comme l'amélioration des techniques de production (innovation incrémentale), l'amélioration de la gestion des facteurs de production au sein de l'exploitation, soit comme des changements plus profonds (innovation radicale) et à l'échelle des territoires mais encore peu observés (gestion collective des ressources naturelles, gestion systémique de l'information grâce aux TICs...). Tous placent le marché comme un facteur déterminant des processus

d'innovation et y consacrent donc des analyses plus fines. Les deux objectifs principaux des producteurs étant la sécurité alimentaire et la génération de revenus, la prise en compte de l'environnement par les producteurs n'est quasiment jamais abordée. L'environnement est plutôt considéré comme une des multiples dimensions à prendre en compte pour gérer un système de production. Si le fonctionnement de l'exploitation est bien sûr marqué par les ressources (physique, financière, humaine, etc.) que peuvent mobiliser les producteurs, tout le monde s'est accordé à dire qu'il est nécessaire d'enrichir ces modèles, avec le profil psychologique des producteurs, leurs motivations et les représentations qu'ils se font de leur exploitation et de leur environnement.

Les travaux présentés montrent aussi qu'il n'est pas possible de traiter de l'IE sans prendre en compte le territoire et les processus d'action collective pour gérer l'espace et les ressources naturelles. Cette échelle d'analyse et d'action fait entrer dans le jeu d'autres acteurs que les producteurs, met en évidence les tensions ou conflits qui peuvent exister entre des catégories d'acteurs, obligeant à penser l'IE à travers l'élaboration de nouvelles règles et de nouveaux outils de gestion des ressources naturelles.

Les méthodes et outils pour accompagner les agriculteurs ont occupé une large place des présentations et des débats qui revendiquent une filiation avec les principes du CEF. Les démarches d'appui-conseil présentées incluent à des degrés divers une volonté de transfert de connaissances et de technologies des techniciens vers les producteurs pour promouvoir de nouvelles innovations agro-écologiques et une volonté de renforcement des compétences des producteurs pour les rendre plus autonomes dans leur prise de décision pouvant prendre en compte ou pas les préoccupations environnementales. Les démarches de conseil présentées balancent alors entre une démarche d'encadrement visant à amener les producteurs à privilégier certaines voies de développement (l'agro-écologie par exemple) et une démarche d'accompagnement visant à permettre aux producteurs de définir leur propre projet de développement et les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir. Dans tous les cas de figure présentés lors de l'atelier l'intention est de favoriser les apprentissages des producteurs (cef, champ école) et la participation des producteurs à la production du conseil mais n'exclue pas, à des degrés divers, une dose de transfert d'information et de technologies et une dose d'encadrement laissant le paysan choisir qu'entre une gamme de solutions définies par d'autres.

De manière plus nouvelle, mais bien dans l'air du temps, les présentations abordent les questions des dispositifs qui permettent la mise en œuvre de démarches de conseil aux niveaux individuel et collectif.

La question de la gouvernance des dispositifs est posée et donc celle de la programmation et évaluation du conseil. La place des OP (UPPC, UPPA, UNPCB, etc.) apparaît comme centrale pour promouvoir un conseil adapté à la demande des producteurs. Mais les présentations montrent la difficulté de ces OP à s'approprier réellement les propositions qui émanent de projets extérieurs et auxquelles elles sont invitées à participer. Si elles y participent volontiers, elles posent tout de même la question de l'adaptation de ces dispositifs à leurs besoins réels.

La question des compétences individuelles pour faire du conseil ou pour gérer les dispositifs de conseil est aussi un réel défi car le conseil requiert des compétences variées et un engagement fort des conseillers alors que les conditions de travail au sein des OP ne sont pas toujours aussi attractives que celles que peuvent fournir des ONG ou des projets (niveau de salaire, pérennité des postes,

difficultés du terrain). A la fois pour répondre à cette carence de ressources humaines, pour favoriser les processus de développement endogène, mais aussi pour des questions financières évidentes, de plus en plus de dispositifs de conseil s'appuient sur des paysans-animateurs (expérience UPPC/Snv, UNPCB/Sofitex, UNPCB/FAO/INERA, avec des dénominations toujours différentes) avec des succès notables mais des difficultés encore plus notables. Cette situation nécessite certainement des investissements de recherche plus importants pour analyser cette situation, comprendre les motivations de ces paysans-animateurs.

Enfin, la question du financement du conseil reste entière dans la mesure où la plupart des dispositifs de conseil sont largement supportés par des projets financés par l'aide extérieure (SNV, AFD, FAO, etc.) et l'arrêt des projets provoquent un arrêt des activités de conseil. Cela milite pour aborder la question de la durabilité des dispositifs avant le démarrage des projets et non pas à la fin, ce qui aurait certainement comme conséquence une reconfiguration forte des propositions initiales émanant des projets.

Les présentations lors de l'atelier montrent également la multiplication forte des initiatives d'appui-conseil dans le monde rural sachant que toutes les nouvelles initiatives dans la zone ouest du Burkina n'ont pas été présentées (par exemple, le CEF lié à la FEPAB, le conseil lié à des opérations de warrantage, le conseil technique porté par des transformateurs de mangues ou de karité, etc.). Il apparaît une nécessité forte de coordination pour articuler et mettre en cohérence les différentes actions d'appui-conseil à la fois au sein des OP et des territoires. Il apparaît que les grandes OP peuvent développer plusieurs dispositifs de conseil sans interactions réfléchies (SNV/UPPC et SOFITEX/UNPCB). Cela milite pour des actions de renforcement de ces OP, notamment pour élaborer, mettre en œuvre et suivre des plans de développement stratégiques qui reposent sur leur vision et leurs objectifs. A l'échelle des territoires, il peut exister plusieurs offres d'appui-conseil indépendamment des projets de développement et d'aménagement des villages ou des communes. Des paysans peuvent parfois avoir accès à différents types de conseil et y adhèrent sans faire forcément un choix raisonné. Plusieurs présentations ont porté sur les plateformes d'innovation et ont montré l'importance d'une coordination de différents types d'acteurs intervenant dans un territoire donné, au-delà de ceux impliqués dans les dispositifs de conseil existants. Cependant les objectifs, la nature et le fonctionnement de ces plateformes d'innovation demandent encore des clarifications afin de ne pas confondre appui à des processus d'innovation et développement de structures organisationnelles qui peuvent entrer en compétition avec des structures institutionnalisées déjà existantes (comité de développement, etc.), voire servir à des acteurs locaux comme tremplin à la mise en œuvre de leurs stratégies propres qui échappent aux concepteurs de ces plateformes.

Les débats, et non pas les présentations, ont montré que les enjeux autour des dynamiques d'innovations agro-écologiques appellent nécessairement une prise en compte des politiques publiques via les dispositifs réglementaires appliqués aux territoires ruraux et aux activités agricoles : loi foncière, mécanisme de contrôle des espaces protégés et mécanismes de sanction, élaboration de normes publiques sur la production-transformation des produits agricoles, certification des produits (bio, better cotton for Africa, etc.), mise en place d'incitations comme les paiements environnementaux, etc.). Sans une connaissance relativement fine du contexte politique et réglementaire, les marges de manœuvre des acteurs ruraux pour intégrer des enjeux

environnementaux et innover ne peuvent être appréhendées. Cette dimension est pour l'instant absente des réflexions du DP ASAP.

L'atelier a permis également de mettre en lumière certaines questions transversales.

La première porte sur la participation des acteurs ruraux à la conception des innovations et des dispositifs d'appui-conseil jugés à juste titre comme indispensables pour promouvoir un développement endogène ou assurer l'adéquation entre des propositions venant de l'extérieur et les besoins des ruraux. Cependant cette participation peut poser des questions car elle peut être une participation alibi (participation des ruraux à des événements sans influence sur les décisions), mais elle peut aussi favoriser le jeu de certains acteurs pour renforcer leur position sociale au sein de leurs communautés et au détriment du bien général. L'instauration de dispositifs participatifs peut ainsi perturber les dispositifs existants mais non repérés par l'intervention extérieure, voire déstabiliser des mécanismes de régulation sociale existants avant l'introduction des nouveaux dispositifs de participation. Le chercheur se doit donc d'avoir un regard critique sur ces questions et les projets se poser des questions afin d'éviter de jouer aux « apprentis sorciers ».

L'atelier a également abordé les questions de durabilité des dispositifs de conseil après l'arrêt des projets qui les supportent en travaillant sur les mécanismes de financement (prise en charge de certains coûts par les OP, diversification des sources de financement) et en travaillant sur la mobilisation de compétences endogènes à travers des paysans-animateurs et une organisation et suivi des activités du conseil par des élus des OP. Ces pistes sont intéressantes mais semblent insuffisantes pour répondre aux défis posés.

Enfin l'atelier a abordé les questions de mesure d'impact de l'appui-conseil afin de comprendre quelle est la nature et l'intensité des impacts, notamment dans une perspective de justifier l'intérêt des investissements dans le conseil (cf l'expérience de la SNV dans ce domaine). Au-delà il s'agit de justifier l'intérêt de la formation des producteurs pour renforcer leurs capacités et leurs compétences, ce qui est certainement une des voies pour promouvoir une agriculture écologiquement intensive, en complément d'autres actions au-delà des marges de manœuvre propres des paysans (création de marchés porteurs et soucieux de la prise en compte de l'environnement, développement de politiques publiques adaptées).

## **2) Ancrage institutionnel des stages sur la contribution du CEF aux trajectoires d'évolution des exploitations et au renforcement de compétences des OP**

L'annexe 3 présente l'état d'avancement des deux stages (Benjamin Medah, IDR sur trajectoires des exploitations; Orlane Gadet, IRC/Supagro sur renforcement des OP)

Des échanges avec l'UNPCB et la SOFITEX (cf le programme de la mission) ont permis de discuter l'intérêt de ces stages permettant d'apporter des éléments de réflexions à ces institutions pour améliorer les dispositifs de CEF. Il serait intéressant de prévoir une séance de travail avec la cellule CEF UNPCB/SOFITEX (Mr Honoré Tankoano et Mr Ousséni Gaboré) pour partager plus en détail sur les objectifs du stage. De même, des rencontres sont prévues avec certaines UDPC et UPPC qui ont mis en œuvre un Cef endogène avec l'appui du SNV et certaines UDPA et UPPA (FEPA-B) qui ont mis en œuvre un CEF orienté sur les besoins céréaliers dans les exploitations. Des ateliers de restitution de ces stages sont prévus afin de partager les résultats avec les acteurs impliqués. Ces premiers contacts ont également permis d'identifier des possibilités de collaboration futures sur le conseil qui restent à confirmer et concrétiser (projet MEAS portant sur un diagnostic des COGES, projet AFD sur le CEF UNPCB/SOFITEX).

Ces deux stages contribuent aussi à une réflexion menée par le CIRAD sur l'impact de la Recherche sur le développement. .

## **3) Projet FARMAF**

Le projet de l'UE Farmaf, géré au Burkina Faso par MOISA (Elodie Maître d'Hôtel) porte sur des actions de warrantage, d'assurance récolte et de SIM. Des possibilités de collaboration avec le programme de travail d'A. Toillier ont été envisagées autour de l'accompagnement des actions de warrantage par des OP de la province du Tuy, appuyé par l'ONG CISVF. Une telle activité rentrerait bien dans le cadre du projet scientifique d'A. Toillier. Il a été convenu qu'A. Toillier participerait, au moins en partie, à l'atelier de lancement de ce projet en septembre à Ouaga, ce qui permettrait d'avancer sur sa possible contribution.

## **4) Master Agrinovia**

La rencontre avec Jacques Nanema, responsable du master Agrinovia portant sur l'innovation en milieu rural et associant entre autres Supagro/CIRAD/WUR, a permis de préciser les possibles collaborations entre l'UMR et ce master. A. Toillier pourra effectuer quelques interventions ponctuelles à la demande du master lors des cours donnés dans les différents modules et pourra participer aux journées sur l'organisation des stages de terrain. Il a aussi été discuté de l'intérêt de profiter du passage de chercheurs en mission au Burkina pour participer à ce master sous une forme à définir (cours, séminaire, etc.).

## **5) Rencontre avec Issaka Kargougou, Directeur Général de la Maison de l'Entreprise sur les collaborations possibles dans l'accompagnement des PME**

Avec l'introduction de Thierry Ferré, j'ai rencontré le DG (Issaka Kargougou) de la maison de l'entreprise (ME) à Ouaga le 23/7 avec Aurélie Toillier. La Maison de l'Entreprise a un dispositif d'accompagnement des PME dont celles agro-alimentaires au Burkina. Elle gère plusieurs projets dont certains avec la Banque Mondiale et le FIDA. Elle dispose d'antennes dans le pays (dont Bobo-

Dioulasso), de conseillers qui interviennent sur le terrain, et de mécanismes d'appui au PME (certification, crédit, etc.). Nous avons évoqué les possibilités de collaboration. Le Directeur Général s'est montré intéressé par développer des collaborations dans le domaine de l'accompagnement des PME (élaboration de plan de développement, renforcement de capacités, conseil, etc.). Nous avons évoqué la possibilité de mobiliser l'UMRIInnovation (équipe Marqualter), dont Thierry Ferré, avec possibilité de collaboration avec Qualisud, pour améliorer les méthodes d'accompagnement des PME mais aussi former des cadres burkinabé (accueil à Mpl pour formation, encadrement d'étudiants et de thèses). Il serait bien que Thierry Ferré poursuive la réflexion dans ce sens avec la ME, en relation avec Qualisud. Les contacts sont :

- Mr Issaka Kargougou
- Mme Huguette Bama, dir marketing et appui-conseil (226 70 26 26 20)

Nous avons évoqué la possible thèse EDEG (S. Mignon, Univ Mpl MRM, G. Faure) sur l'accompagnement des pme. Il devrait avoir des possibilités de terrain autour de Bobo (Mangue, karité, huilerie). Aurélie Toillier prendra contact avec l'antenne ME de Bobo si l'affaire se concrétise.

### **1) Atelier de Bohicon**

Des rencontres avec le SNV (Ousmane Ouedraogo) lors de l'atelier du 18/7, avec Clotilde Ky (coordinatrice AFDI), avec l'UNPCB et la SOFITEX, avec Dorothee Loscher (GFRAS) et Patrice Djamen (ACT) ont permis de faire un point sur l'atelier de Bohicon (préparation de l'atelier avec auto-analyse, participation, attentes vis-à-vis de l'atelier, etc.). L'annexe 4 présente le CR de la réunion du 24/7 permettant faire le point sur ce sujet avec certains acteurs impliqués (AFDI, FERT, CORADE, JADE PRODUCTION, INTER-RESEAUX).

## Annexe 2 Le programme de la mission

**16 juillet** : voyage Montpellier-Ouagadougou

**17 juillet** : voyage Ouagadougou-Bobo Dioulasso, présentation des travaux de stage de Orlane Gadet et Benjamin Medah

**18 juillet** : atelier ASAP au CIRDES : Quel accompagnement des acteurs ruraux pour une intensification écologique ?

**19 juillet : Rencontre** à l'UNPCB (Fofana Taïgou, 2<sup>ème</sup> vice-président UNPCB, Honoré Tankoano, responsables service CEF ; Idrissa Sanou, responsable Suivi-évaluation) sur les études liées aux stages et sur l'atelier de Bohicon

Rencontre avec Souleymane Ouedraogo (directeur adjoint station de Farako-Bà) sur le projet CORAF/AUSAID

Rencontre à la Chambre régionale d'agriculture du Houet (Coulibaly Faustin, président ; René Ouattara, secrétaire général)

**20 juillet** : Visite de terrain à Dougoumato 1 autour du conseil Unpcb/Sofitex, Unpcb/Snv)

**21 juillet** : rencontre avec Gaspard Vognan, agroéconomiste à l'INERA/programme coton

**22 juillet** : rencontre avec Dakuo Dehou, Directeur de la Production Cotonnière SOFITEX ;

voyage Bobo-Dioulasso-Ouagadougou

Rencontre avec Dorothee Löscher, GFRAS

**23 juillet** : Rencontre avec Patrice Djamen (Agricultural Conservation Tillage) sur l'atelier de Bohicon et l'atelier RESCAR-AOC

Rencontre avec Issaka Kargougou, Directeur Général de la Maison de l'Entreprise sur les collaborations possibles dans l'accompagnement des PME

Rencontre avec Jacques Nanema (professeur de philosophie), André Zoubega (Maître de conférence en sociologie), Alkassou Maïga (Maître de conférence en sociologie) au sujet du master Agronovia.

Rencontre avec Clotilde Ky, (coordinatrice AFDI Burkina) sur l'atelier de Bohicon

**24 juillet** : Réunion AFDI, Inter-réseaux, Jade Production, Corade sur l'atelier de Bohicon

Rencontre avec Elodie Maître d'Hôtel sur le projet Farmaf.

Voyage Ouagadougou-Montpellier



## Annexe 2 : LISTE DES PRESENTATIONS ATELIER ASAP DU 18/7

- ✂ **Partie 1. La question de l'intensification écologique (IE) en Afrique de l'Ouest et les enjeux d'accompagnement (A. Toillier)**
- ✂ **Partie 2. Le rôle de l'action collective pour concilier conservation-développement**
  - Ressources naturelles entre conservation et développement (P. Toe, D. Dulieu)
- ✂ **Partie 3. Les leçons des dispositifs d'appui-conseil existants**
  - Expérimenter avec la communauté villageoise : l'expérience des champs-école de promotion des bonnes pratiques agricoles au Burkina Faso (S. Ouedraogo et E. Sankara, C. Kaboré, O.B.Ouattara, S. Nacro)
  - Quelques expériences d'appui-conseil au Mali (O. Sanogo, N. Coulibaly)
  - Cibler les besoins et les capacités des paysans dans une démarche CEF ? Exemple d'un CEF endogène développé par la SNV avec les OPCs en zone cotonnière (L. Samadoulougou)
- ✂ **Partie 4. Dispositifs innovants**
  - Quelle organisation du conseil pour accompagner l'innovation en agriculture de conservation ?  
(Faure et al. )
  - La construction d'un dispositif de gouvernance territoriale pour la gestion des ressources naturelles : Le cas de la charte foncière locale de la commune rurale de Koumbia (BF) (A. Diallo)
  - Campagne Radio Participative: La solution ultime de Radios Rurales Internationales pour soutenir l'agriculture familiale à approfondir leur connaissance, évaluer l'impact à faible coût pour soutenir la bonne productivité (Farm radio International, M. Coulibaly)
- ✂ **Partie 5. Les plateformes d'innovation**
  - quels rôles des plateformes d'innovation dans le processus d'accompagnement des innovations agropastorales? L'expérience du projet ABACO autour de l'Agriculture de Conservation (D. Dabiré)

## **ANNEXE 3 : EVALUATION DE L'IMPACT DE LA RECHERCHE AU CIRAD SUR LE DEVELOPPEMENT, CAS D'ETUDE N°3 – Le conseil à l'exploitation familiale au Burkina-Faso**

Extrait de la note méthodologique – Juin 2012

**Aurélie Toillier, Benjamin Medah, Orlane Gadet**

### **1. Principaux objectifs de l'étude**

Le conseil à l'exploitation familiale (CEF) développé en Afrique de l'Ouest s'appuie sur un ensemble de principes définis lors d'un atelier tenu à Bohicon au Bénin en 2001. Le CEF est une démarche globale qui permet au producteur d'analyser sa situation, de prévoir, de faire des choix, de suivre ses activités et d'évaluer ses résultats. Il s'agit d'un processus d'apprentissage et de renforcement de l'autonomie des producteurs. Les expériences de CEF s'insèrent dans des réalités de terrain et visent à construire des dispositifs d'appui avec une participation forte des OP et une implication de nouveaux acteurs (ONG, bureaux d'études).

Le Cirad a contribué à élaborer cette démarche avec, pour certaines activités, l'appui d'organisations professionnelles agricoles françaises, du Ministère des Affaires Etrangères et de l'Agence Française de Développement (AFD).

Dans la zone cotonnière du Burkina Faso, cette démarche a été formalisée dans les années 90, en lien notamment avec l'AFDI (ONG française d'appui au développement rural), la Sofitex (société privée cotonnière), la SNV (coopération hollandaise) et l'AFD. Les premiers résultats positifs obtenus ont généré des débats et ont débouché sur l'inscription du CEF dans les politiques nationales pour le développement du conseil. Toutefois, il n'est pas aisé de quantifier l'impact propre du Cirad sur la trajectoire de développement du CEF car d'autres acteurs participent à sa promotion soit en termes de tests de méthodes, de formation ou d'appui à des prestataires de service. L'objectif de cette étude est d'apporter des éléments de caractérisation de cet impact, concernant :

- L'historique d'introduction du CEF dans cette région et le système d'acteurs qui a contribué à concevoir, expérimenter et évaluer le CEF ;
- Le renforcement de compétences de ces acteurs ainsi que les processus d'apprentissages qui se sont opérés ;
- Les effets du CEF sur les trajectoires longues des exploitations agricoles familiales.

### **2. Présentation synthétique des deux stages : hypothèses de travail, enjeux méthodologiques et concepts mobilisés**

Deux stages se déroulent en parallèle afin d'analyser les effets du CEF à deux niveaux d'organisation :

- Au niveau des organisations paysannes (OP), qui sont les principales structures qui portent et expérimentent le CEF.
- Au niveau des exploitations agricoles familiales (EAF) qui sont les bénéficiaires du CEF.

Dans les deux cas, l'hypothèse est faite que le CEF, en tant qu'innovation méthodologique, participe au renforcement de compétences des acteurs qui l'implémentent et donc leur permet d'évoluer, de se développer. Le principal enjeu méthodologique est de montrer comment le CEF proposé et introduit par le Cirad a été approprié par les acteurs et a contribué à les faire évoluer.

Pour ces deux stages une approche historique par l'analyse des trajectoires d'évolution a été choisie afin de remédier à deux biais des études d'impact : la question de l'attribution des effets et impacts du CEF et la contribution du Cirad à l'innovation CEF. La construction de trajectoires d'évolution basée sur des enquêtes et entretiens ouverts doit permettre de déterminer si les changements sur cette trajectoire relèvent du CEF, d'une autre intervention, de chocs externes ou enfin d'une combinaison de plusieurs facteurs. Il s'agit d'une reconstitution ex-post de la situation avant/après CEF, basée sur la mémoire des acteurs, leurs discours et leurs perceptions.

On parle d'effets du CEF, afin d'apprécier les changements de courts et moyens terme, escomptés ou non, intentionnels ou non. L'approche par les trajectoires d'évolution des OP et des EAF, sur le temps long, doit nous permettre de caractériser les impacts, c'est-à-dire les changements qui s'inscrivent dans la durée.

### **2.1. Sujet 1 : Impact du CEF sur les trajectoires d'évolution des OP**

Dans le cadre d'un stage de Master 2 de 5 mois, il a été décidé de cibler l'analyse du système d'acteurs impactés par le CEF sur les Organisations Paysannes (OP) car elles ont un rôle dominant dans le développement rural au Burkina Faso et sont les principaux acteurs de la mise en œuvre du CEF. C'est l'OP et son réseau de partenaires dans le cadre du CEF qui sera l'objet d'étude.

Il s'agit de montrer comment les OP se sont approprié les principes du CEF, les outils et modalités de mise en œuvre sur le terrain et en quoi cela a contribué à leur évolution. L'évolution des OP sera envisagée au regard de l'évolution de leur vision du développement rural et des attentes des paysans, de leurs objectifs et des moyens qu'elles se donnent pour les atteindre. C'est le lien entre les apprentissages issus du CEF et ces évolutions qui seront au cœur des analyses.

La principale question posée est la suivante : comment analyser la diversité des processus d'apprentissage et leurs résultats liés à l'expérimentation du CEF par une OP ?

Les enjeux méthodologiques de ce stage sont les suivants :

- Caractériser ce qu'est le « développement d'une OP ». Nous faisons le choix de parler de trajectoire d'évolution au regard des objectifs que se donne l'OP et des attentes de ses membres. La trajectoire sera appréhendée au regard des processus de changement organisationnel. Il faudra alors cerner avec précision les frontières organisationnelles des OP et du dispositif CEF qu'elles portent.
- Faire le lien entre CEF, renforcement de compétence individuelle et changement organisationnel. Pour cela, on s'intéressera aux apprentissages individuels liés au CEF et on utilisera des analyses de discours pour appréhender les changements organisationnels.

Ces enjeux, ainsi que les concepts utilisés, sont explicités dans le chapitre suivant.

Les résultats de ce stage devrait permettre de :

- Montrer en quoi la démarche CEF, et les produits de la recherche sur le CEF (ateliers, écrits, appuis, etc.) ont contribué au développement des OP, acteurs majeurs du développement rural.
- Montrer quelle est la part relative du Cirad et des OP et leurs réseaux dans la trajectoire de « l'innovation CEF » telle qu'elle existe aujourd'hui
- Identifier en particulier si la démarche de CEF a été utilisée pour effectivement renforcer les capacités des paysans à mieux gérer leur EA et à améliorer leur niveau de vie, ou pour servir des intérêts autres propres à l'OP ou aux partenaires de l'OP (partenaires financiers et/ou techniques).
- Questionner la façon dont l'innovation CEF a été transférée aux acteurs du développement, via des partenariats ou des projets ; identifier d'éventuels effets négatifs.

## 2.2. Sujet 2 : Impacts du CEF sur les trajectoires d'évolution des EAF

Dans le cadre d'un stage de Master 2 de 5 mois, il a été décidé d'analyser de façon qualitative les trajectoires d'évolution d'un nombre restreint d'EAF ayant toutes participé à la même démarche de conseil.

Il s'agit de montrer comment les chefs d'exploitation se sont approprié les raisonnements, méthodes et outils proposés par les conseillers. L'évolution des EAF sera envisagée au regard de l'évolution de leurs activités, de leurs objectifs et des moyens qu'elles se donnent pour les atteindre. C'est le lien entre les apprentissages issus du CEF et ces évolutions qui seront au cœur des analyses.

Les enjeux méthodologiques de ce stage sont les suivants :

- Caractériser ce qu'est le « développement d'une EAF ». Nous faisons le choix de parler de trajectoire d'évolution de l'EAF et de centrer les analyses sur les processus de changement ;
- Faire le lien entre apprentissage et renforcement de capacité

Ces enjeux, ainsi que les concepts utilisés, sont explicités dans le chapitre suivant.

Les résultats de ce stage devraient permettre de montrer en quoi la démarche CEF contribue à une amélioration des conditions de vie des paysans.

## 2.3. Interrelations entre les deux stages

Ces deux stages interagiront sur la question des apprentissages croisés entre EAF et OP : comment les expériences de terrain permettent aux OP de faire évoluer le dispositif de CEF ?

Afin de répondre à cette question, ils apporteront chacun des éléments de connaissance sur :

- les interactions entre paysans et conseillers,
- les interactions entre les conseillers et les acteurs qui pilotent les dispositifs de CEF.

(Sur un plan pratique, les EAF qui seront enquêtées dans le stage 2 seront donc nécessairement membres d'une OP analysée dans le stage 1).

Une synthèse des résultats de ces deux stages devrait permettre de proposer une « trajectoire de l'innovation » CEF et de préciser en quoi le CEF est une « innovation » et quelle est la contribution du Cirad dans le contexte burkinabè.

## **Annexe 4 : CR réunion du 24/7 au siège de l'AFDI à Ouagadougou sur la préparation de l'atelier de Bohicon**

**Présents :** Philippe Somé (réseau gestion), Souleymane Traoré (Inter-réseaux), Léocadie Saré (Fert), Traoré Issouf (Corade, projet FISONG), Gaoussou Nabaloum (Jade Productions), Aurélie Toillier (cirad, umr Innovation), Orlane Gadet (stagiaire irc/supagro), Guy Faure (Cirad, umr Innovation).

Profitant de la mission de G. Faure au Burkina du 17 au 24 juillet, un point sur la préparation de l'atelier de Bohicon a été fait (objectifs, liste des invitations, ébauche du programme).

### **1 Fiches d'analyse des politiques nationales liées au conseil :**

Chaque fiche pays prendra la forme d'un document de 4 à 5 pages, sur la base d'un canevas déjà établi (Léocadie fait circuler le canevas à nouveau). Un encadré précisera la position des OP par rapport aux politiques nationales. Une synthèse sera réalisée par Léocadie/Gansonré et sera présentée par Marc Gansonré lors de l'atelier.

Fiche Guinée : faite par Corade (Gifty)

Fiches Burkina, Bénin, Niger : faite par Léocadie (Fert)

### **2 Auto-analyse des dispositifs CEF**

Il faut préciser que plusieurs documents de capitalisation sont déjà en cours, indépendamment de l'atelier de Bohicon :

- capitalisation des expériences cef appuyées par (Flore Ferraro, Afdi Picardie et point focal "conseil" à l'Afdi nationale), en lien avec les Afdi régionales et leurs partenaires OP respectifs (il s'agit donc de tous les pays où Afdi travaille avec des OP sur le CEF: Burkina, Guinée, Mali, Tchad, Togo)
- capitalisation du réseau gestion dans le cadre du projet FISONG
- capitalisation de l'expérience de l'UGCPA avec l'appui de FARM
- capitalisation de l'expériences des UPPC avec l'appui du SNV

Ces capitalisations permettent de renseigner la partie « description du dispositif » de la grille d'auto-analyse proposée par le comité de pilotage de l'atelier de Bohicon.

La grille d'auto-analyse proposée par le comité de pilotage de l'atelier de Bohicon sera utilisée pour travailler avec les OP du réseau gestion (FepaB, FNZ, Cagef, Fngn) et avec la fédération du Fouta Djallon. A noter que les auto-analyses seront également utilisées pour redéfinir les plans de développement des OP concernant le cef (et ne servent pas seulement à alimenter l'atelier)

#### Les appuis pour les auto-analyses

Auto-analyses FepaB, FNZ, Cagef, Fngn : appui réalisée par Afdi (P. Somé) et Corad (Gifty), des ateliers d'auto-analyse de 2 jours par OP sont déjà programmés.

Auto-analyse Fédération Fouta Djallon : appui réalisé par Corade (Gifty)

Auto-analyse UGCPA : appui réalisé par Farm

Auto-analyse UPPC /SNV : étant donné le désengagement du Snv du cef en appui à des UPP, un diagnostic sera réalisé par Cirad (stage O. Gadey)

Auto-analyse UNPCB/SOFITEX : appui réalisé par Cirad (A. Toillier) ; modalités de l'appui à définir

La synthèse des auto-analyses sera réalisée par A. Toillier, les documents d'auto-analyse sont à rendre au plus tôt, et au plus tard le 15/10 (à envoyer par mail à aurelie.toillier@cirad.fr). La synthèse vise à présenter le questionnement et les pistes de solutions liées aux questions traitées par l'atelier de Bohicon (durabilité et changement d'échelle).

#### Les produits des auto-analyses :

- Réseau gestion : 1 doc auto-analyse par OP + réseau gestion, 4 Poster OP (1 poster par OP) + un poster pour le Réseau Gestion
- Fert Madagascar : 1 doc auto-analyse + 1 poster sur conseil agricole de proximité +1 poster sur les profils des conseillers

Remarque : les auto-analyses ne seront pas diffusées sur le site web de l'inter-réseaux (confidentialité, usage interne du doc)

### **3 Elaboration d'une vidéo sur le CEF**

Avec un financement Inter-réseaux, Jade Productions, réalisera une vidéo sur le CEF. La discussion a permis de dégager certaines orientations :

- 1 film de communication à destination des décideurs (ministères, responsables OP de faitières ayant une bonne connaissance du cef et conseil, bailleurs de fonds, etc.) ; environ 13 ou 26 mn ; incluant une présentation du cef (ses principes, les méthodes, les résultats sur l'exploitation) et une analyse de la durabilité et changement d'échelle (gouvernance, financement, compétences, méthodes)
- Le film inclura des interviews, de séances de conseil, etc. avec des séquences filmées au Burkina et au Bénin (Miniffo à Dassa, contact déjà pris avec P. Gouton, dir padyp) et avant et lors de l'atelier;
- Jade Productions élaborera un script qu'il fera circuler
- Les auto-analyses ne seront pas filmées afin de maintenir un climat de confiance au sein des OP ; les interviews seront programmées après les auto-analyses, ce qui permettra de définir les thématiques sur lesquelles mettre l'accent et d'identifier des personnes ressources auprès de qui faire les entretiens. Pour cela, il est important de garder le contact avec P. Somé et Aurélie T.
- Dans le cadre de Bohicon, la couverture totale de l'évènement n'est pas souhaitable ; seuls des moments privilégiés pourront être filmés (travaux en plénière, restitution des résultats et conduite d'interviews avec des personnes ressources).
- Des extraits d'interview filmés avant l'atelier pourront être utilisés lors de l'atelier pour introduire les grands blocs du programme de l'atelier
- Les parties du film déjà prêtes pourront être diffusées en soirée lors de l'atelier ; d'autres films pourront d'ailleurs être présentés (cf le film de Fert sur les conseillers à Madagascar)
- Prévoir un sous titrage en anglais pour le film afin de toucher un plus large public
- Le documentaire final sera monté après l'atelier

- Au-delà de ce film documentaire, ce serait bien d'imaginer une autre version de la vidéo qui serait une sorte de film pédagogique avec comme public cible les OP. Ce film remplirait un objectif de restitution des résultats de l'atelier.

#### **4 Apports de Jade Production lors de l'atelier**

Un bulletin journalier (environ 2 pages) sera élaboré et distribué le lendemain matin (3 bulletins) ; le comité de pilotage sera associé pour pouvoir faire part des synthèses intermédiaires, le bulletin inclura des interviews, des photos, des anecdotes, etc.

Un trombinoscope sera réalisé.

#### **5 Site web de l'Inter-réseaux**

Le site web de l'Inter-réseaux doit être réactivé :

- Lancer un message pour collecter tous les documents sur le cef que les membres du réseaux voudraient déposer sur le site de l'IR ; il s'agit d'actualiser la bibliothèque du pôle cef de l'IR
- Mettre en ligne les doc envoyés par le comité de pilotage (programme, synthèse, etc.) et les autres acteurs en charge de l'organisation de l'atelier (fiches diverses). Les auto-analyses ne seront pas mises en ligne.
- Organisation du forum électronique (mise en débat via Internet des sujets qui sont discutés à Bohicon) avec possibilité de mettre en ligne des doc envoyés par d'autres personnes et avec possibilité de droit de réponse (cf le texte de B. Peneau)

#### **6 Atelier Fao sur le conseil orienté vers la commercialisation**

La réunion a permis des échanges d'info. Il est utile que les expériences de cef soient connues dans le cadre de l'atelier Fao (ouverture vers l'international, faire passer le message des OP car les ministères seront fortement présents, etc.)

Magdalena Blum sera présente à l'atelier de Bohicon. G. Faure l'a mis en relation avec diverses expériences de cef qui répondent aux objectifs de l'atelier FAO (Guinée (Fouta Djallon), Bénin (ananas), Burkina (unpcb))

#### **7 Communication**

La circulation de l'information entre les participants à l'atelier de Bohicon doit être améliorée. Il faut définir des listes de personnes destinataires par type de sujet :

- Comité de pilotage
- Auto-analyse
- Vidéo

Annexe : les objectifs et étapes de production du film documentaire

La couverture de l'atelier Bohicon II répond à trois objectifs :

- Objectif documentaire : collecter des témoignages d'acteurs de terrain sur les dispositifs CEF/CAR

- Objectif de capitalisation : mener des interviews pour approfondir les thématiques qui seront discutées pendant l'atelier
- Objectif de communication : travailler à valoriser les travaux sur un support vidéo

Les activités de communication en lien avec l'atelier Bohicon II se feront en trois étapes :

*Etape 1 : Avant l'atelier :*

- Mener des interviews au Burkina sur les thématiques qui vont être traitées pendant l'atelier. Ces interviews concerneront les membres des OP et structures qui vont participer à l'atelier : FEPAD, FNGN, CAGeF, FNZ, Réseau Gestion. Les autoanalyses permettront d'identifier les thématiques intéressantes sur lesquelles mettre l'accent pendant les interviews. Le choix de ces thématiques et les acteurs à interroger pourra se faire avec le Réseau Gestion (Philippe Somé) et Aurélie Toillier qui s'occupe de centraliser et de synthétiser les autoanalyses. Des extraits des interviews réalisés pourront être utilisés comme outil d'animation pendant l'atelier.
- Visite de l'expérience de Miniffi à Dassa au Bénin. Pour cela, il faut établir le contact avec Pascal Gouton et programmer cette activité. Des captures vidéo et des interviews pour documenter l'expérience pourront être menées sur site.

*Etape 2 : Pendant l'atelier :*

- Réaliser le trombinoscope de l'atelier
- Réaliser le bulletin quotidien de l'atelier (prévision : 3 numéros de 2 pages chacun)
- Capture vidéo des temps forts de l'atelier : plénière, travaux de groupe, restitution des résultats
- Conduite d'interviews vidéo pour approfondir certaines questions et disposer d'éléments pour la réalisation du film documentaire.

*Etape 3 : Après l'atelier :*

- La réalisation d'un film documentaire pour assurer le plaidoyer sur le CEF

Les discussions lors de la réunion ont permis de définir le public cible de la vidéo. Il s'agit de répondre à un objectif de plaidoyer. Les publics cibles du film documentaire (13 ou 26 min) sont donc :

- Les décideurs politiques
- Les partenaires techniques et financiers
- Les leaders d'OP qui ont une bonne compréhension des dispositifs CAR/CEF